

se situeront probablement dans le domaine de la défense nationale. La politique militaire — reconnue comme d'inspiration gaulle — a commencé sous la Quatrième République et se poursuivra sous M. Giscard d'Estaing. Il est à présumer que la France continuera de développer sa « force de frappe » et ne voudra pas réintégrer ses troupes dans l'OTAN. Encore une fois, cette ligne de conduite est dictée par l'importance que la France attache à son indépendance et par la reconnaissance du principe selon lequel seules les armes nucléaires peuvent assurer la sécurité nationale. Une juste évaluation de cette attitude est difficile à réaliser, si l'on tient compte du scepticisme de certains experts à l'égard des forces militaires françaises. On pourrait cependant voir en cette force de dissuasion un symbole d'indépendance vis-à-vis de l'Amérique plutôt qu'une arme. Aucun homme politique français n'est convaincu que l'arsenal militaire de la France peut concurrencer celui des deux superpuissances. La politique de défense française repose sur le désir de résister à une hégémonie russo-américaine en Europe, sur la conviction que la France peut rendre vaine toute attaque contre son territoire et sur la certitude qu'elle peut rivaliser avec la Grande-Bretagne en tant que puissance nucléaire.

Vers 1980, l'arsenal français de bombardiers, de sous-marins lance-missiles et de missiles à base terrestre devrait en effet lui permettre de surclasser la Grande-Bretagne. D'ici deux ans, sa position se consolidera par l'installation de nouvelles ogives à hydrogène sur les missiles sous-marins, dont la puissance sera ainsi portée de 450 kilotonnes à une mégatonne (un million de tonnes de TNT). Le refus de participer à des entretiens généraux sur la limitation des armements et aux négociations de Vienne sur les réductions mutuelles des forces est conforme à la doctrine française. Moins les non-superpuissances posséderont d'armes nucléaires, plus la France deviendra forte par rapport à ces puissances. Le programme spatial de la France est le troisième en importance dans le monde, après ceux de l'Union soviétique et des États-Unis. Les programmes nucléaire et spatial ont eux aussi une valeur d'appoint du fait qu'ils ont contribué au développement d'industries d'une haute technicité. Cela permet à la France, par exemple, de concurrencer les États-Unis en ce qui concerne les ventes d'avions à l'OTAN.

Les observations défavorables à l'égard de la force de dissuasion française sont généralement lancées à l'occasion d'explosions nucléaires ou de ventes d'armements. La politique nucléaire de la France

a néanmoins eu un caractère suivi. Les bombes que le général de Gaulle a fait exploser ont été conçues à l'époque de la Quatrième République, et la décision prise en 1974 par M. Giscard d'Estaing de faire exploser de nouvelles bombes dans l'atmosphère prolonge cette politique. Les explosions thermonucléaires réalisées sur l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique Sud, furent le dernier essai de la série d'expériences entreprises en 1970. Ces bombes ne produisent que peu de retombées, la seule source de radiation étant le petit mécanisme qui déclenche la fission. Les dernières expériences étaient nécessaires parce que l'on doit faire l'essai dans l'atmosphère de ces armes tactiques avec leur système de lancement. Les essais ont continué aussi parce que M. Giscard d'Estaing avait soulevé la question durant sa campagne électorale. En dépit des surcroûts de dépenses, la Direction des Centres d'expérimentation nucléaire a déjà annoncé qu'à partir de 1975 tous ses essais nucléaires seront souterrains. La raison en est certainement les nombreux avantages que présente cette décision, et non les attaques bien orchestrées de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ces avantages vont de l'élimination des critiques des milieux diplomatiques à propos d'explosions dans l'atmosphère, à la réduction de la pollution atmosphérique dont la France se préoccupe; il y aura aussi cet avantage pratique que les essais n'auront plus besoin d'être groupés, car les conditions météorologiques n'entrent plus en cause. Nous devons nous attendre à une « volonté de continuer la modernisation de la force de dissuasion », comme l'a déclaré le Premier ministre Chirac. Mais là encore souvenons-nous que la dissuasion nucléaire ne se comprend facilement que si elle est considérée comme symbole d'indépendance à l'égard des États-Unis.

Dans le domaine des armements, on a assisté à un grand déploiement de rhétorique. Pendant sa campagne électorale, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il frapperait d'interdiction les ventes d'armements susceptibles de porter atteinte à l'autodétermination des nations. Cela ne l'a pas empêché d'annoncer, quelques semaines plus tard, une grande vente d'armements. Ce paradoxe est fort compréhensible. Ce qui, sous de Gaulle, avait débuté essentiellement comme une politique visant à diminuer l'influence anglo-américaine est devenu, sous Pompidou, une orientation économique. Et il est probable que cette orientation se confirmera sous Giscard d'Estaing. Pendant la présidence de de Gaulle, les ventes d'armes de la France ont quadruplé, grâce principalement aux exportations vers les pays arabes ainsi qu'à